



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire  
**N° 141 – 3<sup>ème</sup> trimestre 2009**

## Sommaire

<b>Méthodologie</b>	<b>3</b>
<b>1. Synthèse du contexte international et européen</b>	<b>5</b>
<b>2. Les actifs et les passifs financiers en Guyane</b>	<b>5</b>
<b>3. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</b>	<b>10</b>
<b>4. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>11</b>
<i>Les avoirs des ménages</i>	<b>12</b>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<b>13</b>
<b>5. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>14</b>
<b>5.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</b>	<b>14</b>
<i>L'endettement des ménages</i>	<b>15</b>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<b>16</b>
<b>5.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</b>	<b>17</b>
<b>6. Risques sectoriels</b>	<b>18</b>
<b>7. Rappel des taux</b>	<b>20</b>
<b>7.1 Taux réglementés</b>	<b>20</b>
<b>7.2 Evolution des principaux taux de marché</b>	<b>20</b>
<b>7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</b>	<b>20</b>
<b>7.4 Taux de l'usure</b>	<b>20</b>
<b>8. Monnaie fiduciaire</b>	<b>21</b>
<b>8.1 Emission mensuelle de billets euros</b>	<b>21</b>
<b>8.2 Emission mensuelle de pièces euros</b>	<b>21</b>

## Méthodologie

### **1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement**

*Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local.*

### **2) L'enquête de conjoncture**

*L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés).*

*Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.*

### **3) Les actifs financiers**

*Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.*

*Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).*

*L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le département.*

*Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations privées, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.*

### **4) Les passifs financiers**

*Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement).*

*Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia –*

*Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.*

*Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").*

*Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.*

*Pour les ménages (particuliers et entrepreneurs individuels essentiellement), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.*

*Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.*

### **5) Service central des risques (SCR)**

*Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros<sup>1</sup> de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.*

*Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée était la suivante :*

<b>Secteurs</b>	<b>Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)</b>
<i>Primaire</i>	<i>01 à 05</i>
<i>Industrie</i>	<i>10 à 37</i>
<i>Eau/Energie</i>	<i>40 à 41</i>
<i>BTP</i>	<i>45</i>
<i>Commerce</i>	<i>50 à 52</i>
<i>Transport</i>	<i>60 à 63</i>
<i>Activités immobilières</i>	<i>70</i>
<i>Services (hors immobilier)</i>	<i>55, 64, 71 à 74 et 90 à 93</i>
<i>Services financiers</i>	<i>65 à 67</i>
<i>Education</i>	<i>80</i>
<i>Santé, action sociale</i>	<i>85</i>
<i>Administrations publiques</i>	<i>75, 91 et 92</i>
<i>Divers</i>	<i>00 et 95 à 99</i>

A partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2008, la répartition sectorielle est déclinée selon la nouvelle nomenclature NAF2008.

---

<sup>1</sup> à compter du mois de janvier 2006.

## 1- Synthèse du contexte international et européen

La période de forte contraction de l'activité semble toucher à sa fin au troisième trimestre 2009 et les prévisions de croissance des grandes économies mondiales indiquent que la reprise s'affermirait. Après cinq trimestres consécutifs de baisse du produit intérieur brut, la zone euro enregistre une hausse de 0,4 % de son PIB par rapport au trimestre précédent et le PIB américain en volume a augmenté de 2,8 % en termes annualisés. La fin du processus de déstockage des entreprises relance la production et le commerce mondial, tiré par certains pays émergents, renoue avec la croissance. Les anticipations en matière d'inflation à moyen et long termes indiquent un retour à la hausse des prix mais à des rythmes contenus, respectant l'objectif cible de la BCE « sous mais proche de 2% ». Néanmoins, la volatilité des statistiques souligne la vulnérabilité de la reprise économique. Les taux de chômage des grandes économies demeurent à des niveaux élevés et il subsiste un risque que la reprise s'essouffle quand les effets des politiques de relance, ponctuelles, s'estomperont.

En termes de politique monétaire, les banques centrales ont laissé inchangés leurs principaux taux directeurs à des niveaux particulièrement bas, entre 0 et 0,25 % pour la Réserve fédérale américaine, 1 % pour la Banque centrale européenne et 0,1 % pour la Banque centrale du Japon. Afin d'appuyer les besoins de liquidité du système bancaire, la Banque centrale européenne a lancé le 30 septembre 2009 une seconde opération de refinancement à un an (sur les trois prévues pour l'année 2009), au taux de 1 %. Signe que le marché interbancaire a retrouvé une certaine autonomie par rapport à la Banque centrale européenne, la demande des banques, qui avait atteint 442 milliards lors de la première opération en juin dernier, a fortement baissé dans le cadre de cette seconde intervention, le montant alloué en septembre s'établissant à 75 milliards d'euros. La plupart des grands établissements bancaires européens ont enregistré d'importants bénéfices au troisième trimestre grâce à la bonne tenue de leurs activités de banque de détail et au dynamisme de leurs activités de banque de financement et d'investissement avec la forte reprise des marchés financiers. Les banques françaises ont presque toutes initié le remboursement des prêts, de 19,8 milliards d'euros, consentis par l'Etat français par l'intermédiaire de la Société de prise de participation de l'Etat en décembre 2008.

Du point de vue des marchés, les signaux de reprise se sont traduits par un rebond des grandes places boursières et des cours mondiaux des matières premières. La faiblesse du dollar (dont la valeur n'a cessé de se déprécier sur le troisième trimestre 2009, le cours euro/USD passant de 1,41 à 1,46) est pour partie à l'origine de la hausse des prix des matières premières et en particulier des cours du pétrole et de l'or, par un mécanisme de "carry trade" (les agents s'endettant massivement en dollar pour acquérir des matières premières, contribuant à exercer une pression à la hausse sur leur cours). Le prix du baril de pétrole a ainsi enregistré une augmentation notable : descendu à 60 USD en juillet, il s'établissait entre 70 et 75 USD courant octobre, avant d'atteindre près de 80 USD début novembre. Le cours de l'or a également suivi cette tendance haussière, dépassant 1100 USD l'once en novembre.

## 2- Les actifs et les passifs financiers en Guyane

*Nota Bene : A compter du 4<sup>ème</sup> trimestre 2006, la collecte des statistiques concernant l'encours des contrats d'assurance-vie s'est enrichie de données provenant d'un établissement de la place qui n'étaient pas recensées jusque là.*

La conjoncture monétaire et financière du troisième trimestre a été marquée par le tassement de la croissance annuelle des encours de crédit bancaires distribués par l'ensemble des établissements de crédit dans le département. Toutes les principales catégories de crédits perdent de leur dynamisme : légère progression des crédits à l'habitat des ménages (+ 3,2%), stabilisation des crédits à la consommation (- 0,5 %), recul des crédits d'exploitation (- 7,1 % sur le trimestre) non compensé par la hausse de 4,2 % des crédits d'investissement des entreprises. Toutefois, en variation trimestrielle, une amélioration se profile sur les crédits bancaires fin septembre 2009 (+ 2,3 % contre 0,6 % à fin juin 2009) en liaison avec la reprise de l'activité économique dans le département.

Au niveau des ressources, les actifs financiers progressent modérément au troisième trimestre (+ 1,9 %) en liaison avec la perte d'attractivité du livret A et la baisse des taux de l'Eonia, mais affichent une nette amélioration par rapport au ralentissement observé depuis un an. L'encours des dépôts à vue (+ 3,6 %) et celui de l'épargne à long terme (+ 4,9%) restent bien orientés tandis que l'encours des placements liquides et à court terme recule de 2,7 %.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des établissements bancaires, l'activité de collecte des dépôts devrait enregistrer une amélioration significative au quatrième trimestre 2009, avant de s'estomper légèrement en début d'année 2010.

Sur le marché du crédit, les entreprises enregistreraient au quatrième trimestre 2009, une reprise sur les crédits d'équipement qui devrait se poursuivre en début d'année 2010. De même, les crédits d'exploitation se redresseraient en fin d'année 2009. S'agissant de la clientèle des ménages, le marché du crédit à l'habitat stagnerait en fin d'année 2009, une tendance à la hausse est toutefois anticipée au premier trimestre 2010. Après sa forte progression au troisième trimestre 2009, l'opinion sur les crédits à la consommation s'inscrit en ralentissement jusqu'au premier trimestre 2010.

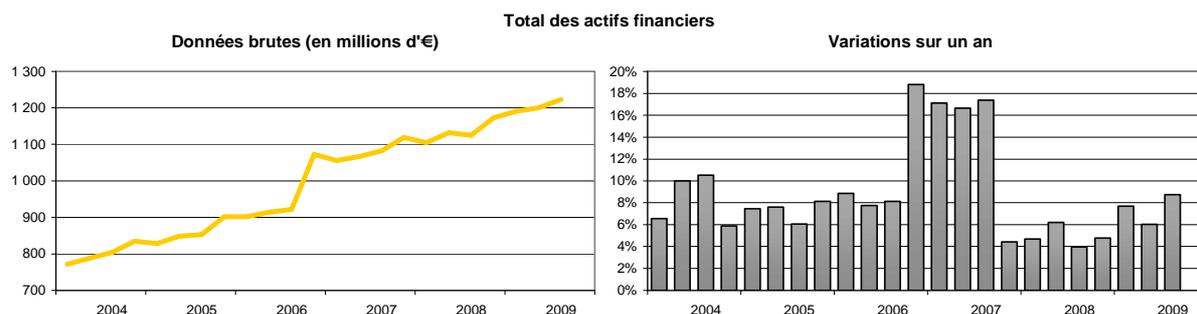
Les dirigeants des établissements de crédit anticipent une amélioration des indicateurs d'exploitation au premier trimestre 2010. Les commissions perçues devraient progresser sensiblement et contribuer à une amélioration du PNB. De plus, la légère amélioration des charges d'exploitation appuyée par une amélioration du coût du risque permettrait aux établissements de crédit locaux d'afficher un bon niveau de résultat net.

## 2.1 L'évolution des actifs financiers

### *La croissance des ressources financières des établissements de crédit reste faible sur le trimestre*

Au 30 septembre 2009, l'encours global des **actifs financiers** recensés en Guyane s'élève à 1 223,3 millions d'€. Sur le trimestre, l'activité de collecte de dépôts affiche un taux de croissance très faible (+ 1,9 %) expliqué en partie par la baisse du taux de croissance des livrets A et le recul des dépôts à terme en liaison avec l'évolution des taux de référence sur le marché monétaire<sup>2</sup>.

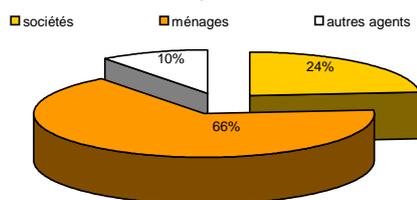
En revanche, au regard des résultats du 3<sup>ème</sup> trimestre 2008 qui reflétaient les premières inquiétudes de la crise financière, l'encours affiche une progression annuelle de 8,7 % (contre + 4 % à fin septembre 2008), bénéficiant de la croissance des dépôts à vue et de l'assurance-vie.



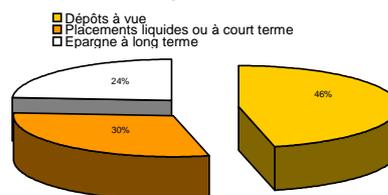
Source : IEDOM, données BAFI

<sup>2</sup> A fin septembre 2009, la moyenne mensuelle de l'EONIA (taux moyen de l'euro au jour le jour) atteint 0,3584 %, contre 0,6831 % en juin 2009 et 4,2680 % en septembre 2008.

Répartition des actifs financiers par agent économique sept-09



Répartition des actifs financiers par nature sept-09



Source : IEDOM, données BAFI

### Bonne tenue des comptes ordinaires créditeurs des entreprises

Après le recul observé en début d'année 2009 (- 1,2 %), l'encours **des dépôts à vue** collectés dans le département a amorcé une reprise depuis le second trimestre, qui se poursuit à fin septembre 2009 pour atteindre 567,8 millions d'€ (+ 3,6 % sur le trimestre). Cet accroissement est principalement dû à l'amélioration de la trésorerie des entreprises affichant un taux de croissance trimestrielle de 6,2 % (après -3,3 % en juin 2009).

Les ménages, principaux détenteurs de dépôts à vue (46 % du total) affichent une stagnation de l'encours des comptes ordinaires créditeurs (+ 0,9 %, contre + 3,3 % au trimestre précédent).

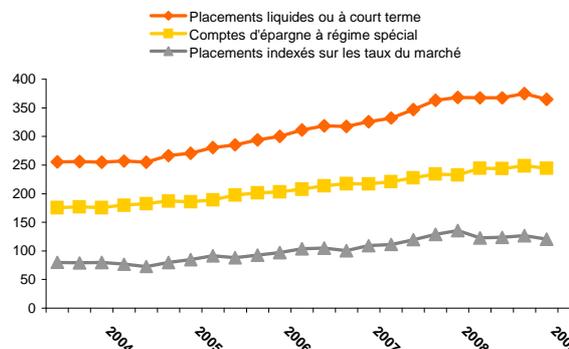
Les dépôts à vue des autres agents (98,6 millions d'€) progressent pour leur part de 5,6 % sur le trimestre.

### Les placements liquides ou à court terme s'inscrivent en repli

En raison notamment de la baisse des taux d'intérêt à court terme, les agents économiques montrent une préférence moins marquée pour l'épargne liquide. Représentant 30 % du total des actifs financiers, les placements liquides ou à court terme diminuent de 2,7 % sur le trimestre pour s'établir à 364,6 millions d'€ au 30 septembre 2009 (- 1 % sur un an).

D'une part, **les placements indexés sur les taux du marché monétaire** reculent de 6 millions d'€ en trois mois (et de 15 millions d'€ sur un an). L'encours des dépôts à terme et celui des OPCVM monétaires affichent ainsi des replis respectifs de 1,8 % et 7,3 % sur le trimestre. D'autre part, compte tenu de la perte d'attractivité du livret A<sup>3</sup> (- 17 % sur le trimestre), **les comptes d'épargne à régime spécial** perdent 4 millions d'€ par rapport à juin 2009. Sur un an, l'ouverture à la concurrence de la distribution du livret A a cependant permis un accroissement de 8,7 % des encours de ce produit qui représente près de 33 % des encours des placements liquides.

Placements liquides ou à court terme en millions d'€



Source : IEDOM, données BAFI

### Bonne orientation de l'épargne à long terme entre juin et septembre 2009<sup>4</sup>

Les **placements à long terme** collectés par les établissements de crédit progressent de 4,9 % en glissement trimestriel. Ils s'établissent à 290,8 millions d'€, soit 24 % du total des actifs financiers. Les ménages, principaux détenteurs de ce type d'épargne (96 % du total), ne progressent qu'à un rythme de croissance trimestriel de 2,9 % alors que l'encours des sociétés a été multiplié par plus de trois sur la même période (9,5 millions d'€ à fin septembre 2009). Il convient de souligner la bonne

<sup>3</sup> Le taux de rémunération du livret A (qui sert de base de calcul à la rémunération de la plupart des autres livrets d'épargne réglementée) est passé de 4 % en août 2008, à 2,50 % en février 2009, puis à 1,75 % en mai 2009. Depuis le 1<sup>er</sup> août 2009, il est tombé à 1,25 %.

<sup>4</sup> Les statistiques relatives à l'épargne à long terme se sont enrichies de données supplémentaires (encours des comptes titres et des contrats d'assurance-vie) provenant d'un établissement de la place depuis l'arrêté de mars 2009. Cet effet de base ne permet pas une analyse pertinente de l'évolution de ces produits en variations annuelles.

performance des contrats d'assurance-vie (164,8 millions d'€) qui enregistrent une hausse de 5,5 % sur le trimestre et de 21,0 % sur un an. De même, les portefeuilles de valeurs mobilières suivent la reprise des marchés financiers, l'encours des OPCVM non monétaires progressant de 9 % en glissement trimestriel (contre -1,5 % le trimestre dernier).

## 2.2 L'évolution des passifs financiers

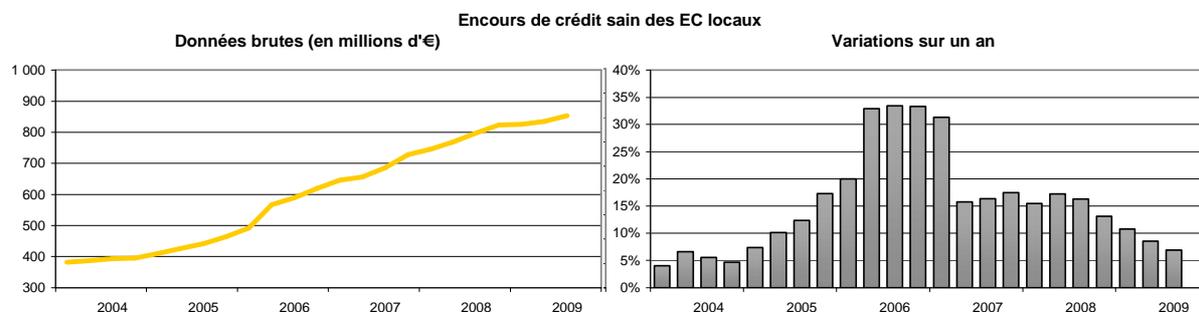
### *Légère reprise sur le trimestre des encours de crédit mais tassement en rythme annuel...*

Au 30 septembre 2009, le total des passifs financiers des différents agents économiques guyanais auprès de l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement) s'établit à 2 128,5 millions d'€. Bien que le rythme de progression s'accélère, particulièrement sur les encours de la zone (+ 2,3 %), ce dernier reste relativement faible sur le trimestre (+1,4 %)⁵.

Par type de clientèle, les concours en faveur des entreprises, qui représentent la moitié des encours de crédit octroyés dans le département, stagnent depuis le début de l'année 2009 (+ 0,1 % contre + 0,4 % en juin et + 0,2 % en septembre). Les ménages enregistrent pour leur part un rythme en légère progression (+ 2,1 % à fin septembre, +1,4 % en juin 2009), alors que les concours octroyés aux collectivités locales sont en léger repli au 3<sup>ème</sup> trimestre 2009 (-0,2%, après une hausse de 5,2 % au trimestre dernier).

Sur un an, la croissance des encours de crédit ralentit, perdant 1,3 point (+ 7,5 % contre + 8,8 % en septembre 2008), à la suite du tassement enregistré par les établissements de crédit implantés localement. Entre septembre 2009 et septembre 2008, le taux de croissance a été divisé par 2 (passant de + 1,1% à + 5,2 %, soit + 74 millions d'€). A contrario, les établissements de crédit installés hors du département connaissent un doublement de leur rythme de progression sur un an (+ 4,4 % à + 9,4 %, soit + 102 millions d'€).

### *...relevé sur les passifs financiers locaux⁶*



Source : IEDOM, données BAFI

Au 30 septembre 2009, l'**encours sain des crédits consentis par les établissements locaux** s'établit à 853,1 millions d'€. En lien avec l'évolution de la conjoncture économique qui affiche une certaine reprise à fin septembre, la place observe une légère hausse des encours sur le trimestre (+ 2,2 % après 1,1 % en juin et + 0,3 % en mars 2009).

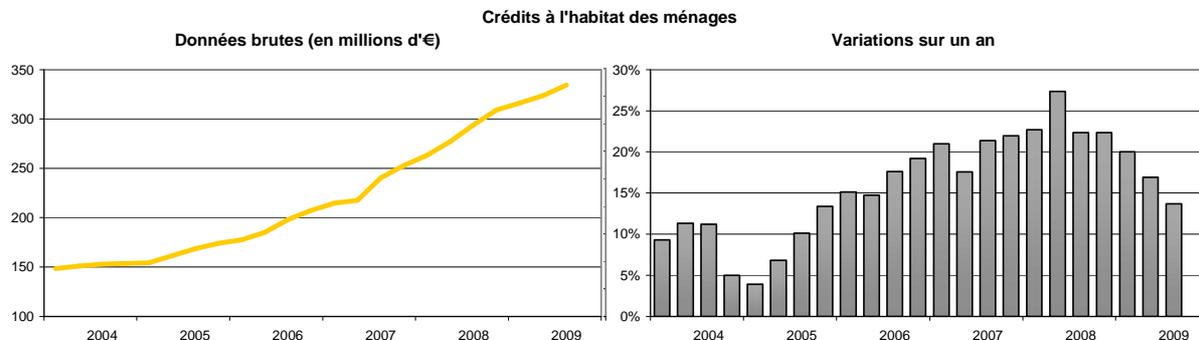
En revanche, sur un an, le rythme de progression ralentit significativement (+ 6,9 % contre + 12,1 % en septembre 2008). Cette évolution s'explique d'une part par le repli des crédits à la consommation des ménages (- 1,3 % sur un an) et des crédits d'exploitation des entreprises (- 16,2 %), d'autre part.

La croissance des concours sains accordés aux ménages affichent une progression de 2,0 % par rapport à juin pour s'établir à 487,4 millions d'€. Les crédits à l'habitat, principale composante de

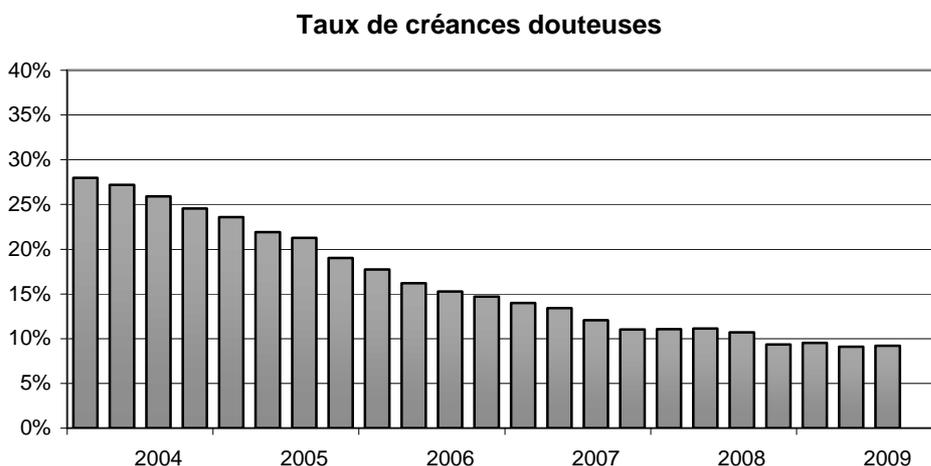
⁵ +1,1 % en juin 2009, - 0,4 % en mars 2009 et + 2,2 % en moyenne sur les 5 derniers trimestres.

⁶ A compter du 2<sup>nd</sup> trimestre 2006, la collecte des statistiques concernant l'encours des passifs financiers inclut les données provenant du recensement d'une nouvelle société financière de la place (les données des tableaux et des graphiques intègrent ce nouvel établissement).

l'endettement des ménages (68 % de l'encours), progressent de 3,2 % sur le trimestre. Ils s'établissent à 334,3 millions d'€ à fin septembre 2009. En croissance annuelle, un tassement est toutefois observé (+ 13,7 % contre + 16,9 % au mois de juin 2009). L'encours des crédits à la consommation se stabilise en raison de l'atonie du marché automobile en Guyane. Cet encours s'élève à 152,5 millions d'€ (- 0,5 % sur le trimestre).



Parallèlement, l'encours de crédits consentis aux entreprises par les établissements locaux se stabilise depuis le début de l'année 2009 pour atteindre 336,4 millions d'€ (- 0,2 % à fin juin 2009). Dans le détail, l'investissement, première composante du financement bancaire des entreprises, enregistre une progression trimestrielle de 4,1 %, continuant de soutenir la production. Ces concours sont constitués à hauteur de 163,3 millions d'€ de crédits d'équipement (+ 4,2 % sur le trimestre) et de 18,3 millions d'€ de crédit-bail (+ 3,2 % par rapport à juin). De plus, l'encours des crédits d'exploitation poursuit, à un rythme plus rapide, son mouvement de recul engagé depuis le début de l'année 2009 (- 7,1 % sur le trimestre) et s'établit à 77,3 millions d'€. L'encours des comptes ordinaires débiteurs recule de 18,1 % sur le trimestre. Les créances commerciales augmentent quant à elles de 5,8 % par rapport à juin 2009, à 6,5 millions d'€. L'encours sain des entreprises représente ainsi 39,4 % du total de l'encours sain (- 1 point entre juin et septembre 2009).

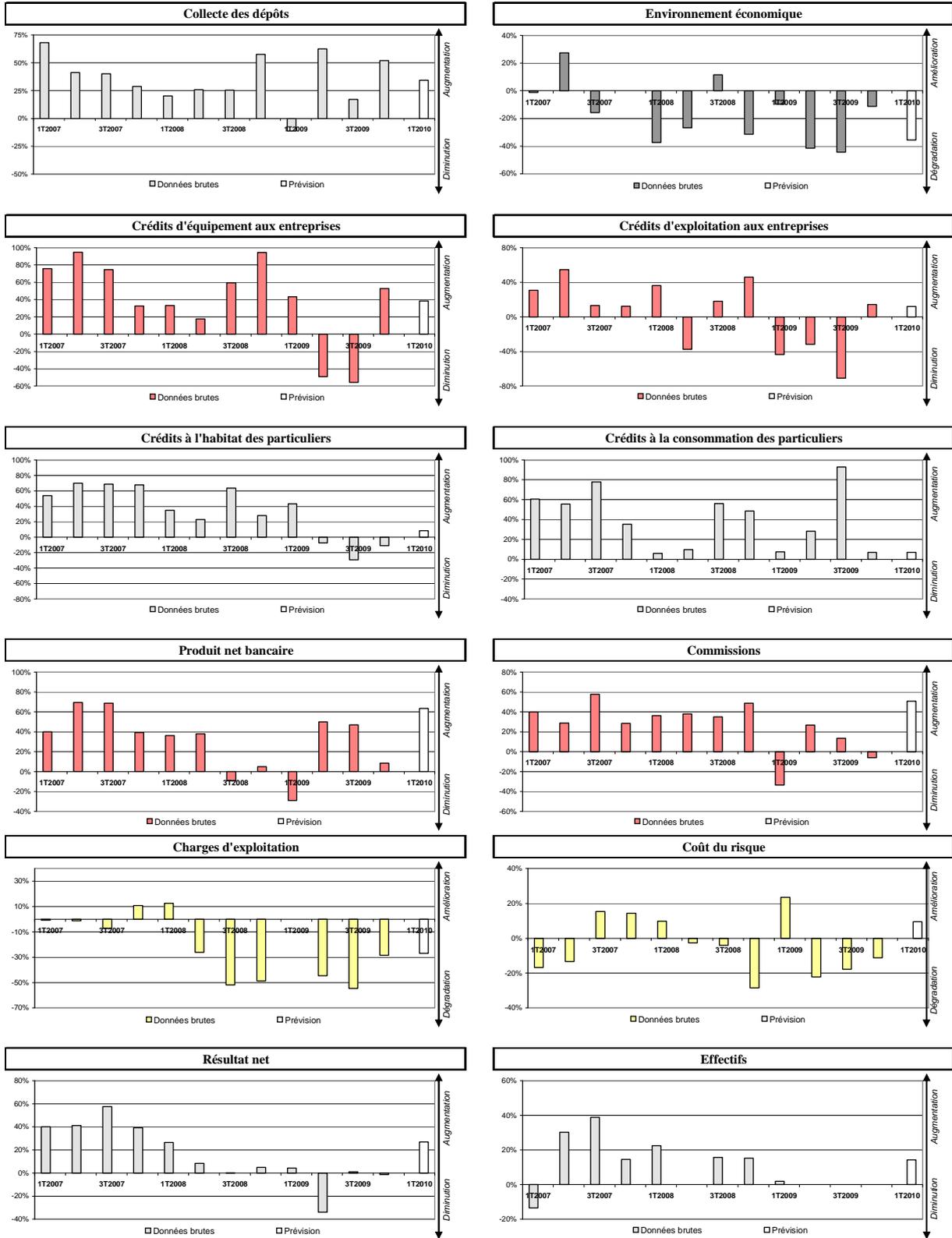


Source : IEDOM, données BAFI

A fin septembre 2009, l'encours des créances douteuses brutes s'élève à 86,6 millions d'€, en hausse de 3,5 % sur trois mois après avoir diminué à fin juin 2009 (- 4,0%). Pour sa part, le taux de créances douteuses se stabilise à 9,2 % (+ 0,3 point par rapport à fin juin 2009), mais s'améliore en glissement annuel (- 1,6 point). Il reste légèrement plus élevé que ceux enregistrés à la Martinique et à la Guadeloupe (9 % et 8,5 % respectivement).

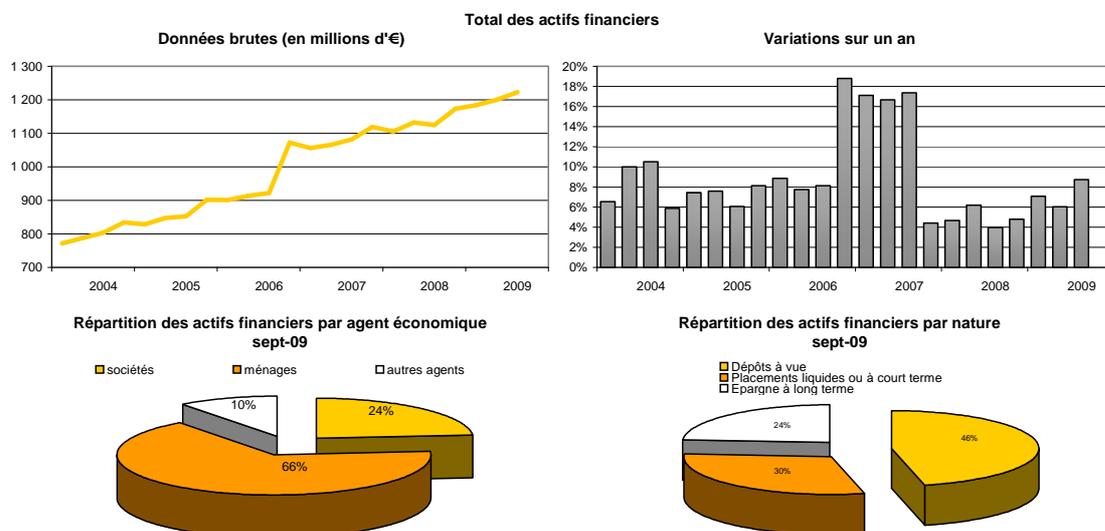
## 3- L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

### Soldes d'opinions des dirigeants



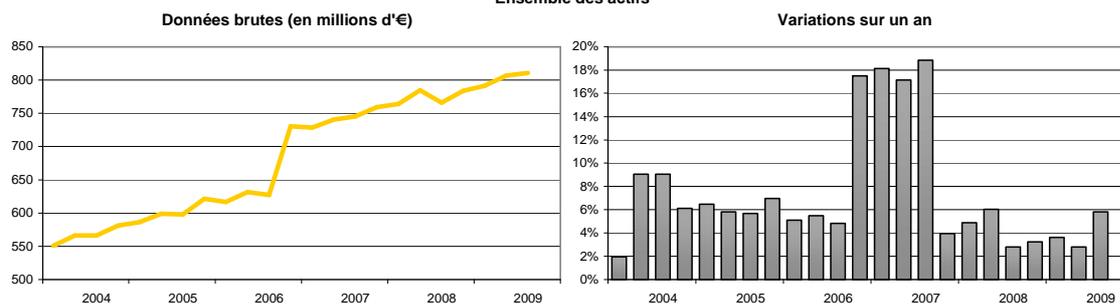
## 4- Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions									Variations	
	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	1 an	1 trim.
<b>Sociétés</b>	<b>170,0</b>	<b>171,6</b>	<b>207,9</b>	<b>229,9</b>	<b>247,6</b>	<b>270,5</b>	<b>271,7</b>	<b>270,3</b>	<b>288,4</b>	<b>16,5%</b>	<b>6,7%</b>
Dépôts à vue	121,6	122,4	152,5	167,7	173,0	205,5	204,5	197,7	209,9	21,3%	6,2%
Placements liquides ou à court terme	32,5	39,0	45,3	54,0	70,9	61,8	64,2	69,8	69,1	-2,6%	-1,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	0,6	97,5%	-12,3%
Placements indexés sur les taux de marché	32,2	38,6	44,9	53,7	70,6	61,5	63,9	69,0	68,4	-3,1%	-0,9%
(dt) comptes à terme	19,7	19,3	26,0	22,7	27,8	27,9	27,3	22,3	24,7	-11,1%	10,7%
(dt) OPCVM monétaires	9,5	18,7	15,4	27,3	34,7	32,1	35,2	45,3	42,3	22,1%	-6,6%
(dt) certificats de dépôt	3,0	0,6	3,5	3,7	8,1	1,4	1,4	1,4	1,4	-82,8%	0,0%
Epargne à long terme	15,9	10,2	10,1	8,1	3,7	3,3	3,0	2,9	9,5	159,7%	232,5%
(dt) OPCVM non monétaires	14,6	9,7	9,4	7,8	3,2	3,0	2,6	2,4	4,3	35,4%	78,3%
<b>Ménages</b>	<b>566,0</b>	<b>598,2</b>	<b>627,1</b>	<b>745,2</b>	<b>766,1</b>	<b>783,9</b>	<b>791,5</b>	<b>806,7</b>	<b>810,7</b>	<b>5,8%</b>	<b>0,5%</b>
Dépôts à vue	197,5	208,8	218,1	238,2	243,9	253,4	248,8	257,1	259,3	6,3%	0,9%
Placements liquides ou à court terme	207,3	213,9	235,1	250,2	271,3	282,1	277,3	277,1	271,2	0,0%	-2,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	171,5	181,3	197,1	210,9	225,8	237,9	235,3	236,8	234,1	3,7%	-1,1%
Livrets ordinaires	42,8	45,1	51,1	54,9	57,6	60,7	63,0	61,1	62,1	7,8%	1,6%
Livrets A et bleus	84,9	88,2	94,3	101,2	110,4	117,7	119,0	121,7	119,6	8,3%	-1,7%
Livrets jeunes	0,9	1,6	4,2	4,8	4,5	4,7	2,6	2,7	2,6	-41,8%	-2,9%
Livrets d'épargne populaire	14,5	14,8	14,9	15,4	16,0	15,9	10,9	11,3	10,5	-34,4%	-6,9%
LDD	6,3	6,9	7,5	10,0	12,9	14,0	14,5	14,8	14,4	11,6%	-2,8%
Comptes d'épargne logement	22,1	24,8	25,1	24,7	24,5	24,8	25,3	25,3	25,0	2,0%	-1,1%
Placements indexés sur les taux de marché	35,8	32,5	38,1	39,3	45,5	44,2	42,1	40,4	37,1	-18,5%	-8,2%
(dt) Comptes créditeurs à terme	23,3	23,6	27,9	28,3	30,6	31,3	27,9	26,3	23,5	-23,3%	-10,8%
(dt) Bons de caisse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
(dt) OPCVM monétaires	12,4	8,8	10,1	10,9	14,9	12,9	14,2	14,1	13,6	-8,5%	-3,2%
Epargne à long terme	161,2	175,5	173,8	256,9	250,9	248,3	265,3	272,4	280,2	11,7%	2,9%
Plans d'épargne logement	84,0	89,0	85,6	80,6	77,0	78,1	76,8	77,2	76,8	-0,2%	-0,5%
Plans d'épargne populaire	10,6	9,6	8,7	7,4	6,8	6,7	6,5	6,5	6,2	-9,1%	-4,7%
Autres comptes d'épargne	0,2	0,2	0,3	0,9	0,9	1,1	1,2	1,0	1,0	7,2%	-5,6%
Portefeuille-titre	5,8	9,1	11,3	12,3	12,1	11,0	11,6	13,1	13,0	7,3%	-1,3%
OPCVM non-monétaires	17,9	18,3	18,7	19,7	17,9	17,4	18,5	18,3	18,4	3,2%	0,6%
Contrats d'assurance-vie	42,8	49,4	49,1	136,0	136,2	133,9	150,8	156,3	164,8	21,0%	5,5%
<b>Autres agents</b>	<b>67,8</b>	<b>82,7</b>	<b>87,0</b>	<b>106,9</b>	<b>111,2</b>	<b>118,6</b>	<b>120,4</b>	<b>123,4</b>	<b>124,1</b>	<b>11,6%</b>	<b>0,6%</b>
Dépôts à vue	52,3	65,0	65,2	84,4	83,5	93,5	92,7	93,5	98,6	18,1%	5,6%
Placements liquides ou à court terme	15,3	17,4	19,6	21,7	26,0	23,3	25,7	28,0	24,3	-6,4%	-13,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,6	3,9	5,5	5,8	6,4	6,2	8,1	10,9	9,5	ns	ns
Placements indexés sur les taux de marché	11,6	13,5	14,1	15,9	19,6	17,1	17,6	17,1	14,9	-24,0%	-12,7%
(dt) Comptes créditeurs à terme	7,5	7,6	8,4	7,9	7,7	7,5	7,3	6,8	6,3	-18,4%	-7,7%
Epargne à long terme	0,3	0,3	2,2	0,8	1,7	1,7	2,0	1,9	1,1	-36,1%	-44,2%
<b>Total actifs financiers</b>	<b>803,9</b>	<b>852,6</b>	<b>921,9</b>	<b>1082,0</b>	<b>1124,9</b>	<b>1173,0</b>	<b>1183,5</b>	<b>1200,3</b>	<b>1223,3</b>	<b>8,7%</b>	<b>1,9%</b>
Dépôts à vue	371,5	396,3	435,9	490,3	500,4	552,4	546,0	548,2	567,8	13,5%	3,6%
Placements liquides ou à court terme	255,1	270,3	300,0	325,9	368,2	367,3	367,2	374,9	364,6	-1,0%	-2,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	175,5	185,6	202,9	217,0	232,6	244,5	243,7	248,4	244,2	5,0%	-1,7%
Placements indexés sur les taux de marché	79,6	84,7	97,1	108,9	135,6	122,8	123,5	126,4	120,4	-11,2%	-4,8%
Epargne à long terme	177,3	186,0	186,0	265,8	256,2	253,3	270,3	277,2	290,8	13,5%	4,9%

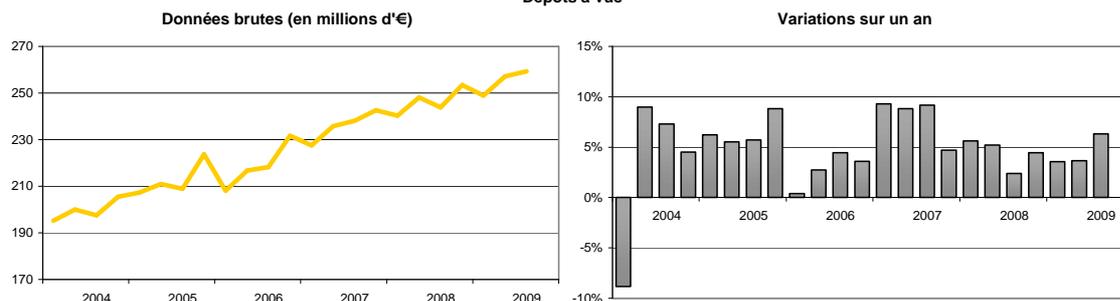


## Les avoirs des ménages

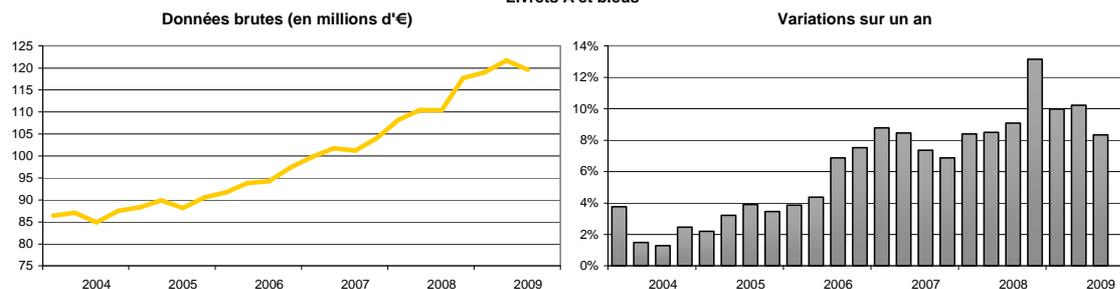
**Ensemble des actifs**



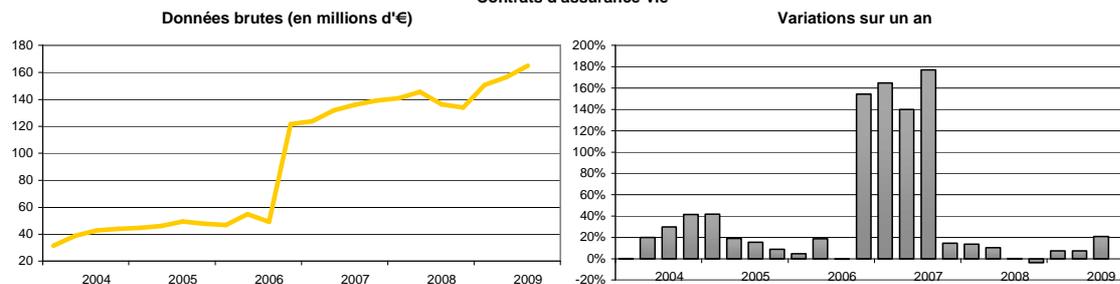
**Dépôts à vue**



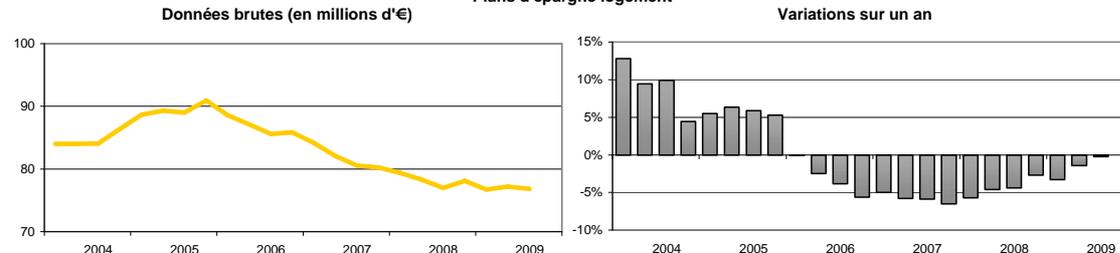
**Livrets A et bleus**



**Contrats d'assurance-vie**

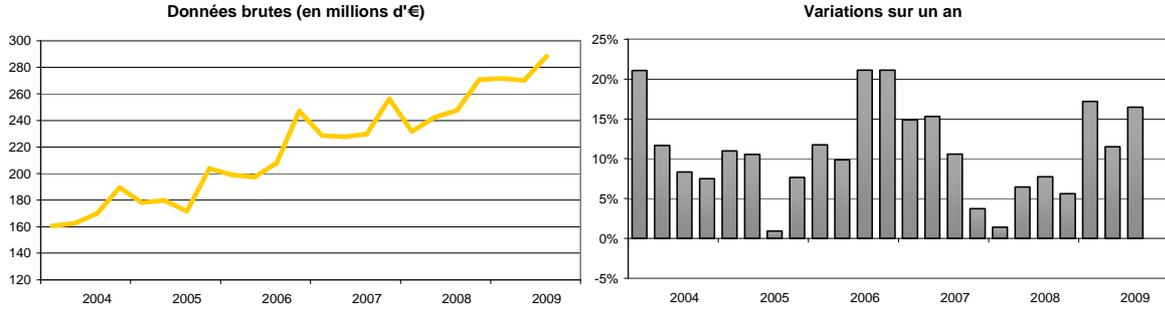


**Plans d'épargne logement**

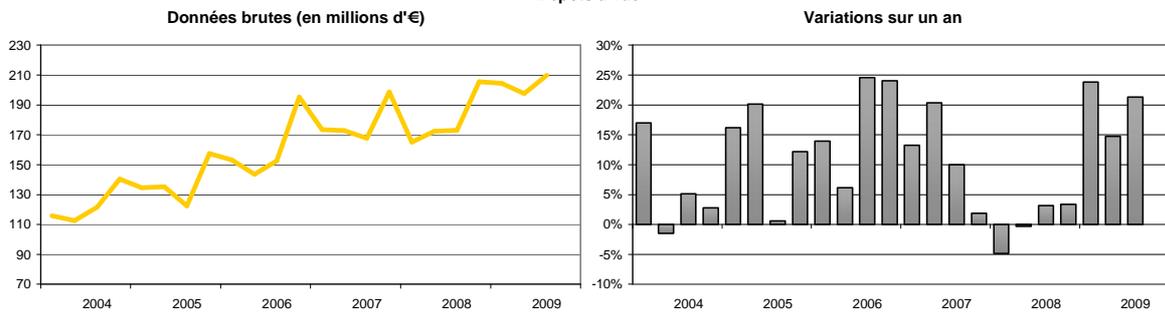


## Les disponibilités des entreprises

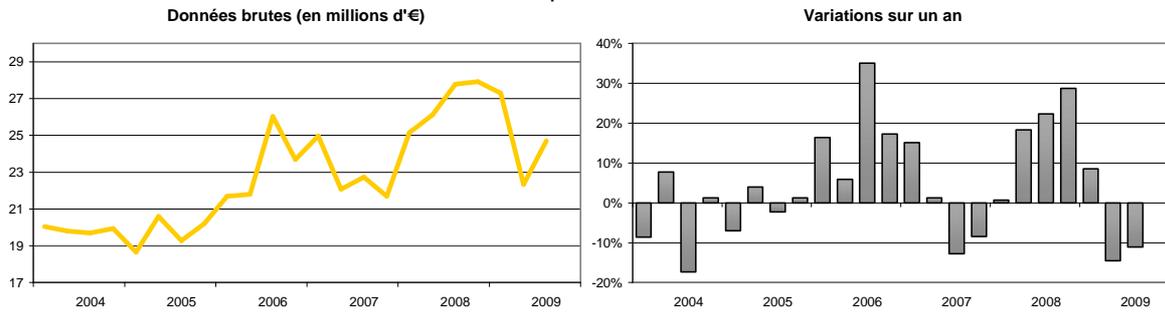
### Total des actifs financiers



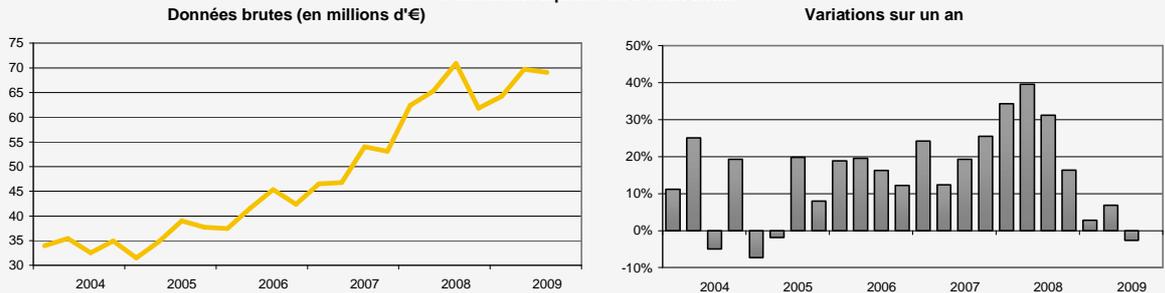
### Dépôts à vue



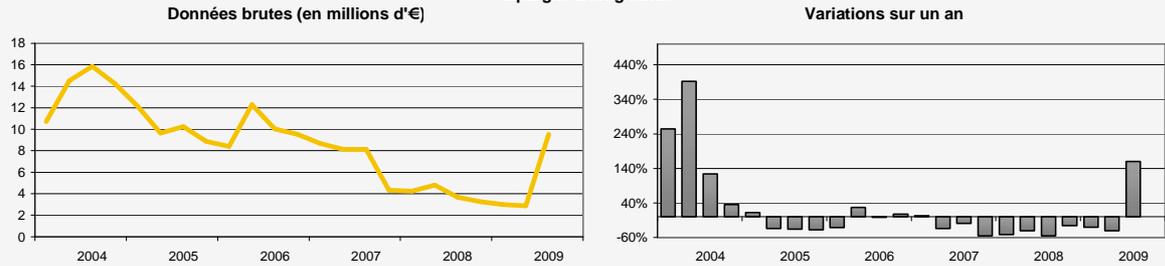
### Dépôts à terme



### Placements liquides ou à court terme



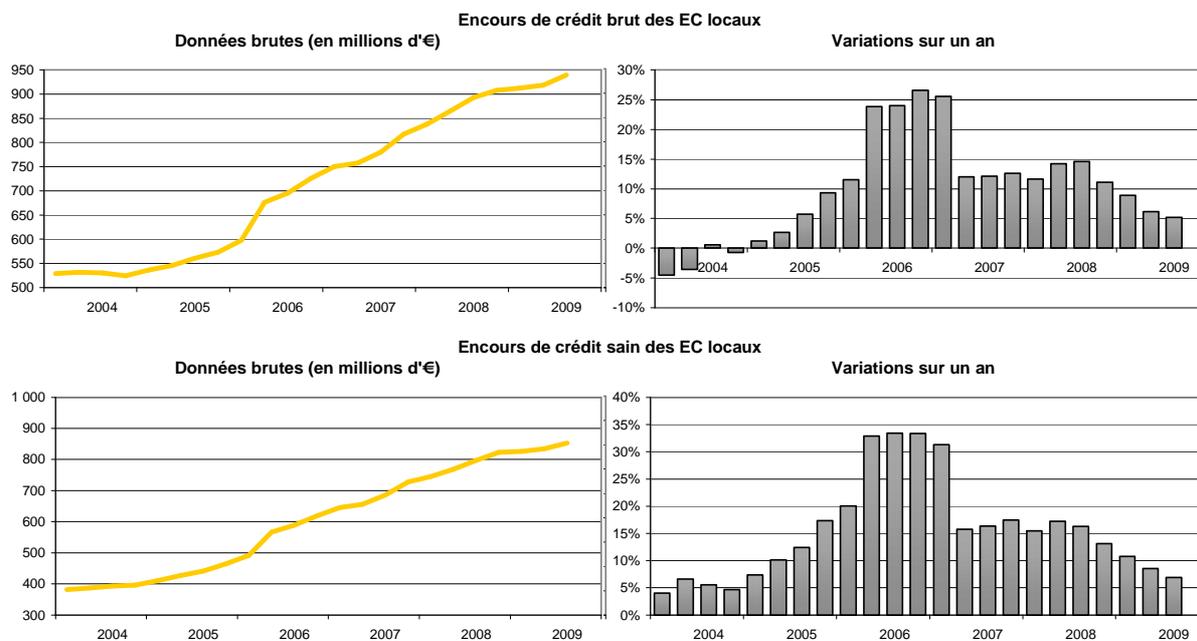
### Epargne à long terme



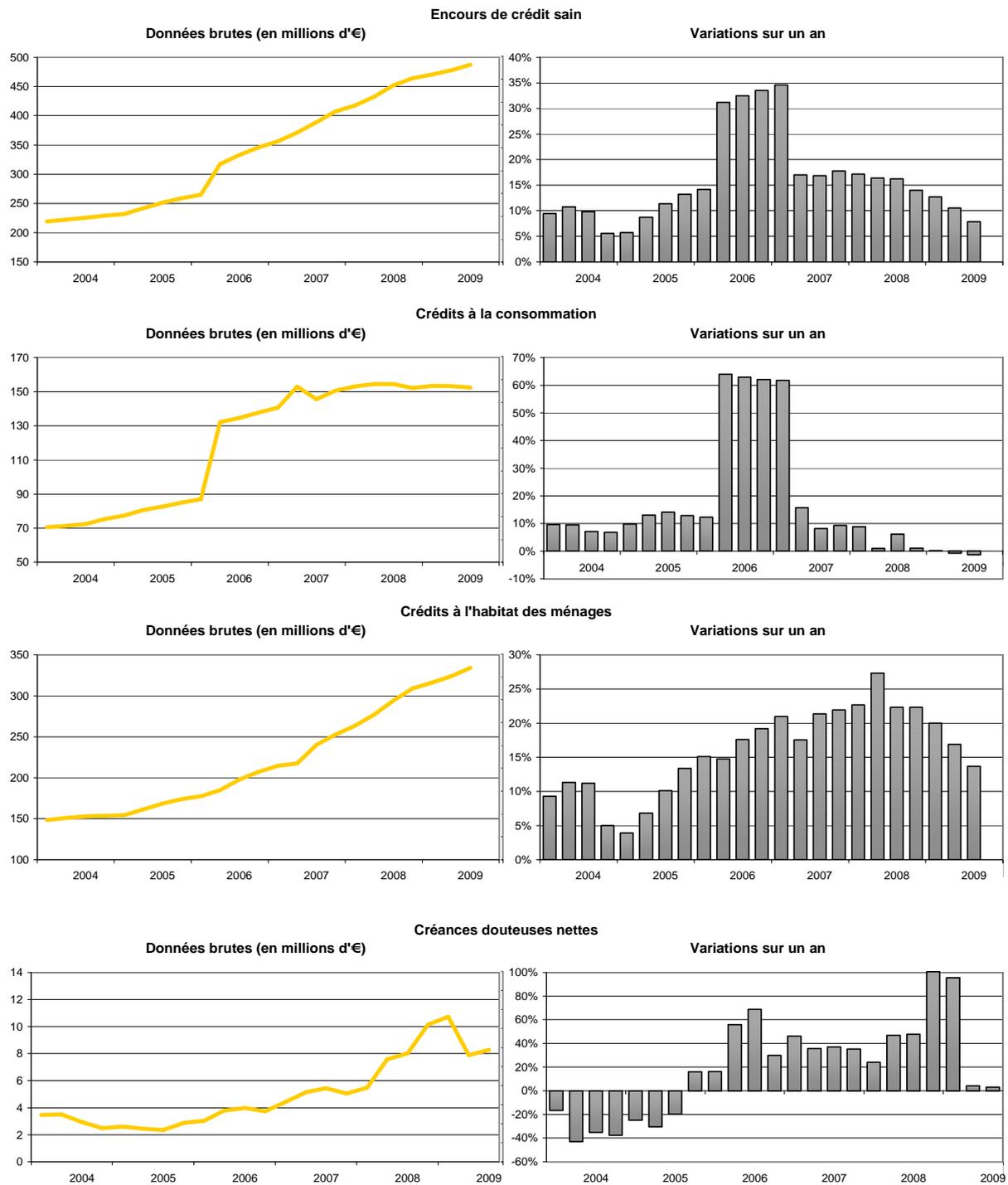
## 5- Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 5-1 Les concours consentis par les établissements de crédit locaux

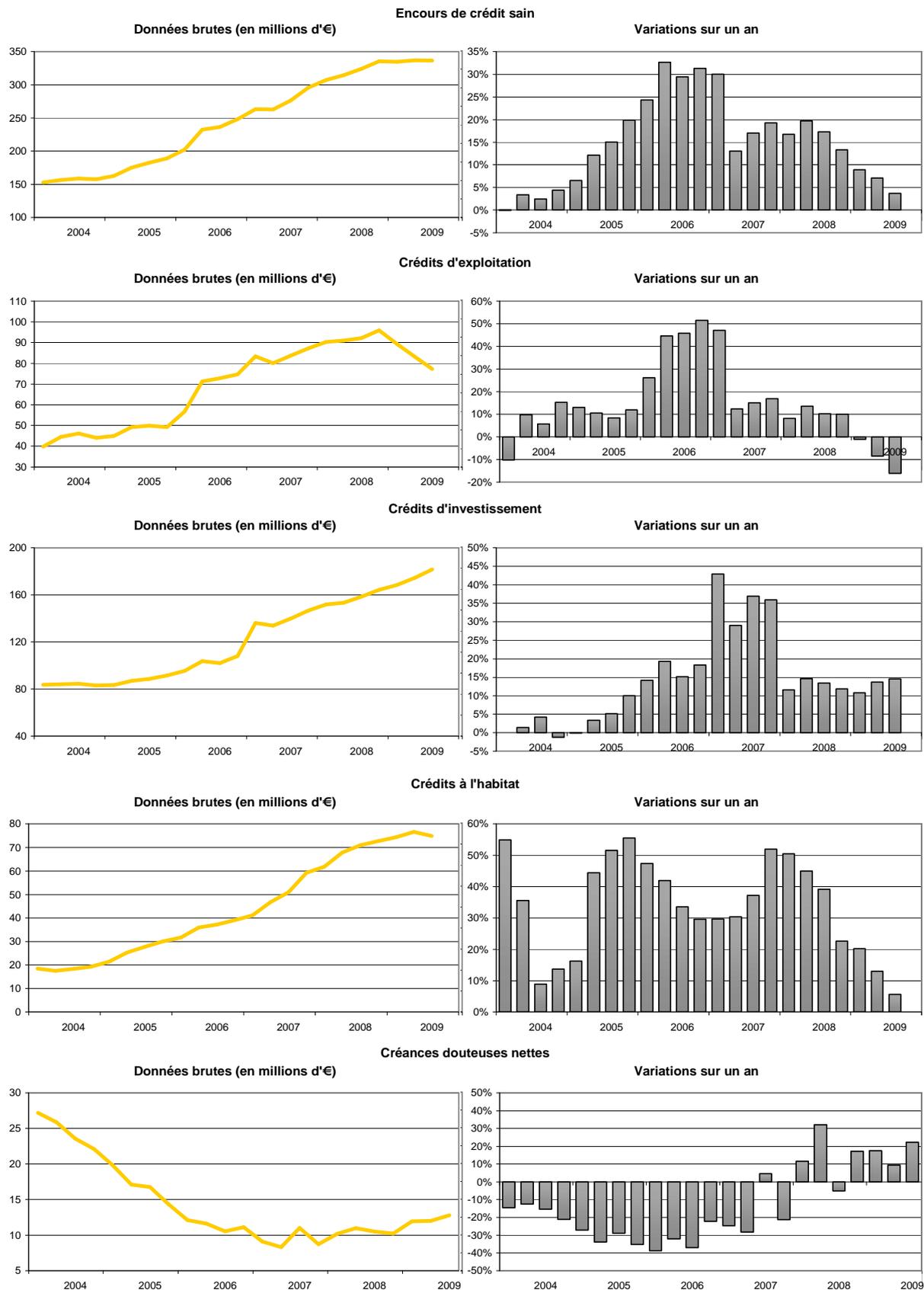
	Montants en millions									Variations	
	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	1 an	1 trim.
<b>Entreprises</b>	<b>158,7</b>	<b>182,6</b>	<b>236,4</b>	<b>276,6</b>	<b>324,4</b>	<b>335,4</b>	<b>334,5</b>	<b>337,0</b>	<b>336,4</b>	<b>3,7%</b>	<b>-0,2%</b>
Crédits d'exploitation	46,1	49,9	72,8	83,7	92,2	95,9	89,2	83,2	77,3	-16,2%	-7,1%
Créances commerciales	6,3	7,5	5,8	6,1	6,3	8,5	7,6	6,1	6,5	2,3%	5,8%
Crédits de trésorerie	16,6	17,3	35,8	43,1	48,9	49,3	48,4	45,5	45,0	-8,0%	-1,2%
dont entrepreneurs individuels	6,1	6,4	8,6	10,2	9,8	10,1	9,5	9,2	8,9	-9,2%	-3,6%
Comptes ordinaires débiteurs	23,2	25,2	31,1	34,5	37,0	38,1	33,2	31,6	25,8	-30,1%	-18,1%
Affacturation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Crédits d'investissement	84,3	88,6	102,1	139,8	158,5	164,3	168,5	174,5	181,6	14,6%	4,1%
Crédits à l'équipement	76,6	77,8	83,8	122,9	141,6	147,2	150,7	156,8	163,3	15,4%	4,2%
dont entrepreneurs individuels	13,8	12,1	10,2	11,5	12,5	13,2	12,9	12,3	12,8	2,2%	3,9%
Crédit-bail	7,7	10,9	18,3	16,8	17,0	17,2	17,7	17,7	18,3	7,8%	3,2%
Crédits à l'habitat	18,3	27,8	37,1	50,9	70,9	72,7	74,4	76,6	74,9	5,6%	-2,3%
Autres crédits	10,0	16,3	24,5	2,2	2,8	2,6	2,5	2,6	2,6	-6,0%	-2,3%
<b>Ménages</b>	<b>225,5</b>	<b>251,1</b>	<b>332,7</b>	<b>388,7</b>	<b>451,8</b>	<b>464,3</b>	<b>470,3</b>	<b>477,6</b>	<b>487,4</b>	<b>7,9%</b>	<b>2,0%</b>
Crédits à la consommation	72,4	82,6	134,6	145,6	154,5	152,2	153,4	153,2	152,5	-1,3%	-0,5%
Crédits de trésorerie	66,8	75,8	123,5	131,6	137,8	135,5	135,3	135,5	132,8	-3,7%	-2,0%
Comptes ordinaires débiteurs	4,6	5,6	6,0	7,5	7,6	7,2	8,0	7,3	8,5	12,3%	15,6%
Crédit-bail	0,9	1,2	5,0	6,5	9,1	9,5	10,1	10,5	11,2	22,6%	7,1%
Crédits à l'habitat	153,0	168,4	198,0	240,3	294,0	309,2	316,2	323,7	334,3	13,7%	3,2%
Autres crédits	0,1	0,1	0,1	2,8	3,3	2,9	0,7	0,6	0,6	-80,9%	-2,2%
<b>Collectivités locales</b>	<b>1,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>3,7</b>	<b>5,1</b>	<b>4,7</b>	<b>4,4</b>	<b>4,4</b>	<b>5,0</b>	<b>-1,4%</b>	<b>13,7%</b>
Crédits d'exploitation	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,6	1,3	ns	ns
Crédits de trésorerie	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Comptes ordinaires débiteurs	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,6	1,3	ns	ns
Crédits d'investissement	1,1	0,4	0,3	3,6	5,1	4,7	4,2	3,8	3,7	-26,5%	-1,9%
Crédits à l'équipement	1,1	0,4	0,3	3,6	5,1	4,7	4,2	3,8	3,7	-27,1%	-2,7%
Crédit-bail	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Autres crédits	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
<b>Autres agents et CCB non ventilés</b>	<b>7,5</b>	<b>7,4</b>	<b>19,8</b>	<b>16,8</b>	<b>16,4</b>	<b>18,5</b>	<b>16,6</b>	<b>15,8</b>	<b>24,3</b>	<b>48,1%</b>	<b>53,9%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>393,1</b>	<b>441,7</b>	<b>589,3</b>	<b>685,8</b>	<b>797,7</b>	<b>823,0</b>	<b>825,8</b>	<b>834,8</b>	<b>853,1</b>	<b>6,9%</b>	<b>2,2%</b>
<b>Créances douteuses brutes</b>	<b>137,4</b>	<b>119,2</b>	<b>106,2</b>	<b>94,0</b>	<b>95,5</b>	<b>85,0</b>	<b>87,1</b>	<b>83,7</b>	<b>86,6</b>	<b>-9,4%</b>	<b>3,5%</b>
Créances douteuses nettes	26,6	19,2	14,7	16,3	18,4	20,5	22,8	20,0	21,2	15,4%	6,0%
dont entreprises	23,6	16,8	10,5	11,0	10,5	10,2	11,9	12,0	12,8	22,2%	6,5%
dont ménages	2,9	2,3	4,0	5,4	8,0	10,1	10,7	7,9	8,3	3,1%	4,7%
Provisions	110,8	100,0	91,5	77,7	77,1	64,5	64,3	63,6	65,4	-15,3%	2,7%
<b>Total encours brut</b>	<b>530,4</b>	<b>560,8</b>	<b>695,5</b>	<b>779,7</b>	<b>893,3</b>	<b>908,0</b>	<b>912,9</b>	<b>918,5</b>	<b>939,7</b>	<b>5,2%</b>	<b>2,3%</b>
Taux de créances douteuses	25,9%	21,2%	15,3%	12,1%	10,7%	9,4%	9,5%	9,1%	9,2%	-1,5	0,1
Taux de provisionnement	80,7%	83,9%	86,2%	82,7%	80,7%	75,9%	73,8%	76,0%	75,5%	-5,3	-0,6



## L'endettement des ménages

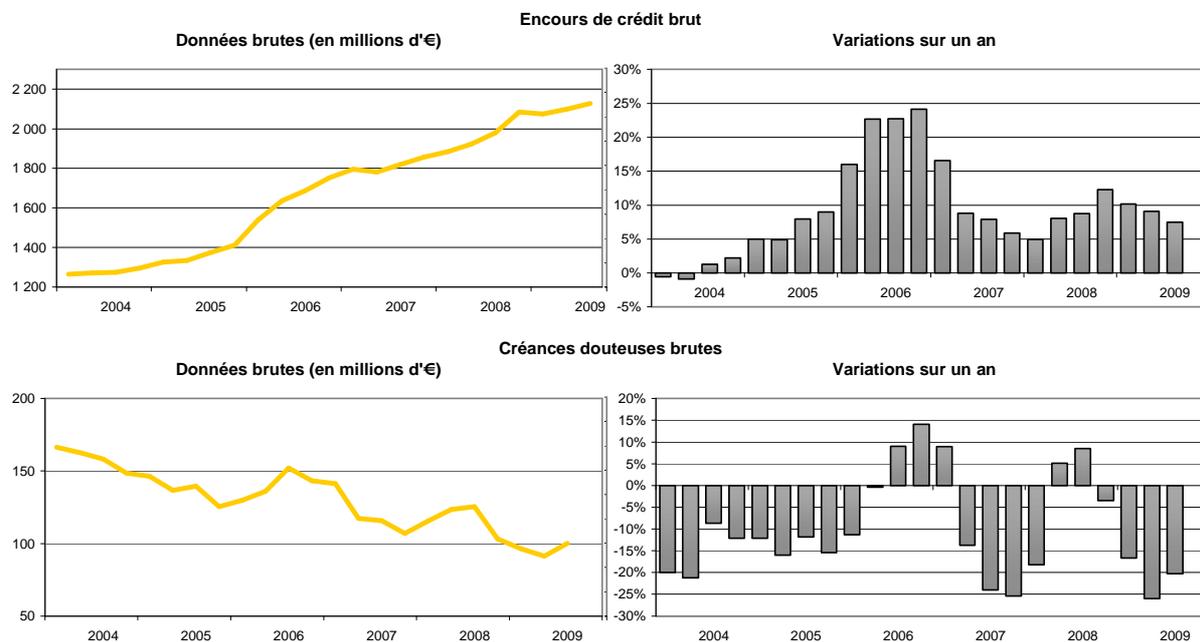


# L'endettement des entreprises



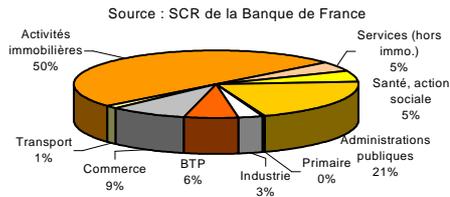
**5-2 Les concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit**

	Montants en millions									Variations	
	sept-04	sept-05	sept-06	sept-07	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	sept-09	1 an	1 trim.
<b>Entreprises</b>	<b>616,6</b>	<b>657,0</b>	<b>823,9</b>	<b>913,9</b>	<b>1040,6</b>	<b>1082,9</b>	<b>1084,7</b>	<b>1088,7</b>	<b>1089,6</b>	<b>4,7%</b>	<b>0,1%</b>
Crédits d'exploitation	46,5	50,4	83,0	90,4	103,8	109,5	97,2	90,3	85,0	-18,2%	-5,9%
Créances commerciales	6,3	7,5	12,6	10,4	12,0	12,6	8,6	7,6	8,0	-33,2%	6,0%
Crédits de trésorerie	17,0	17,8	37,9	43,8	52,4	52,9	52,6	49,1	48,7	-6,9%	-0,8%
dont entrepreneurs individuels	6,1	6,4	8,6	10,3	9,8	10,1	9,7	9,3	9,1	-8,0%	-2,3%
Comptes ordinaires débiteurs	23,2	25,2	32,5	36,3	38,6	43,1	35,3	32,7	27,6	-28,4%	-15,6%
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,9	0,9	0,7	0,9	0,6	ns	ns
Crédits d'investissement	84,8	89,1	164,0	260,6	320,0	345,6	346,9	350,9	351,4	9,8%	0,1%
Crédits à l'équipement	77,1	78,3	117,0	195,8	246,9	259,3	262,1	266,6	267,8	8,4%	0,4%
dont entrepreneurs individuels	13,8	12,1	20,2	23,0	23,1	23,1	23,3	22,3	21,4	-7,1%	-4,1%
Crédit-bail	7,7	10,9	47,0	64,9	73,0	86,3	84,8	84,4	83,6	14,5%	-0,9%
Crédits à l'habitat	473,0	499,3	550,9	559,5	613,2	624,5	637,3	644,0	649,9	6,0%	0,9%
Autres crédits	12,3	18,2	26,0	3,4	3,7	3,4	3,3	3,5	3,5	-5,5%	-1,7%
<b>Ménages</b>	<b>295,0</b>	<b>313,8</b>	<b>402,3</b>	<b>472,4</b>	<b>545,0</b>	<b>558,2</b>	<b>566,2</b>	<b>574,3</b>	<b>586,3</b>	<b>7,6%</b>	<b>2,1%</b>
Crédits à la consommation	84,2	94,4	148,5	163,1	173,3	170,8	172,0	172,0	171,6	-1,0%	-0,2%
Crédits de trésorerie	78,6	87,6	137,4	149,1	156,6	154,1	153,9	154,2	151,9	-3,0%	-1,5%
Comptes ordinaires débiteurs	4,6	5,6	6,1	7,6	7,6	7,2	8,0	7,4	8,5	12,4%	15,7%
Crédit-bail	0,9	1,2	5,0	6,5	9,1	9,5	10,1	10,5	11,2	22,6%	7,1%
Crédits à l'habitat	210,7	219,3	253,7	306,5	368,3	384,5	393,4	401,7	414,1	12,4%	3,1%
Autres crédits	0,1	0,1	0,1	2,8	3,3	2,9	0,7	0,6	0,6	-80,9%	-2,3%
<b>Collectivités locales</b>	<b>158,7</b>	<b>205,1</b>	<b>239,2</b>	<b>261,9</b>	<b>241,5</b>	<b>304,1</b>	<b>301,6</b>	<b>317,2</b>	<b>316,6</b>	<b>31,1%</b>	<b>-0,2%</b>
Crédits d'exploitation	0,2	0,0	0,2	0,1	0,4	2,5	2,1	1,8	2,4	ns	ns
Crédits de trésorerie	0,1	0,0	0,1	0,1	0,3	2,5	2,0	1,2	1,1	ns	ns
Comptes ordinaires débiteurs	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,6	1,3	8480,0%	109,6%
Crédits d'investissement	134,0	177,6	205,4	258,7	240,4	300,6	298,4	314,5	313,3	30,3%	-0,4%
Crédits à l'équipement	134,0	177,6	205,3	258,5	239,8	300,1	297,9	314,1	312,9	30,5%	-0,4%
Crédit-bail	0,0	0,0	0,1	0,2	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	-19,0%	-1,6%
Crédits à l'habitat	18,3	23,2	31,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	ns	ns
Autres crédits	6,2	4,3	2,5	3,1	0,8	1,1	1,1	0,9	0,9	15,0%	0,0%
<b>Autres agents et CCB non ventilés</b>	<b>45,0</b>	<b>59,3</b>	<b>69,5</b>	<b>57,8</b>	<b>28,4</b>	<b>36,1</b>	<b>27,4</b>	<b>27,5</b>	<b>37,2</b>	<b>30,8%</b>	<b>35,3%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>1115,3</b>	<b>1235,3</b>	<b>1534,9</b>	<b>1705,0</b>	<b>1854,4</b>	<b>1980,9</b>	<b>1978,8</b>	<b>2007,0</b>	<b>2028,5</b>	<b>9,4%</b>	<b>1,1%</b>
<b>Créances douteuses brutes</b>	<b>158,3</b>	<b>139,6</b>	<b>152,2</b>	<b>115,6</b>	<b>125,4</b>	<b>103,2</b>	<b>96,3</b>	<b>91,3</b>	<b>100,0</b>	<b>-20,3%</b>	<b>9,5%</b>
Créances douteuses nettes	47,4	39,6	60,7	37,9	48,3	38,7	32,0	27,7	34,7	-28,2%	25,2%
dont entreprises	36,0	29,7	42,3	22,7	27,0	20,3	14,4	13,3	21,5	-20,2%	62,0%
dont ménages	11,2	9,3	9,2	10,2	12,1	14,9	14,6	11,4	12,1	ns	ns
Provisions	110,9	100,0	91,5	77,7	77,1	64,5	64,3	63,6	65,4	-15,3%	2,7%
<b>Total encours brut</b>	<b>1273,6</b>	<b>1374,9</b>	<b>1687,1</b>	<b>1820,6</b>	<b>1979,9</b>	<b>2084,0</b>	<b>2075,1</b>	<b>2098,3</b>	<b>2128,5</b>	<b>7,5%</b>	<b>1,4%</b>
Taux de créances douteuses	12,4%	10,2%	9,0%	6,3%	6,3%	5,0%	4,6%	4,4%	4,7%	-1,6	0,3
Taux de provisionnement	70,1%	71,7%	60,1%	67,2%	61,5%	62,5%	66,8%	69,7%	65,3%	3,8	-4,3

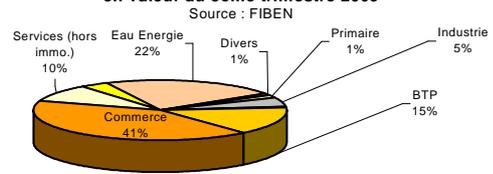


## 6- Les risques sectoriels

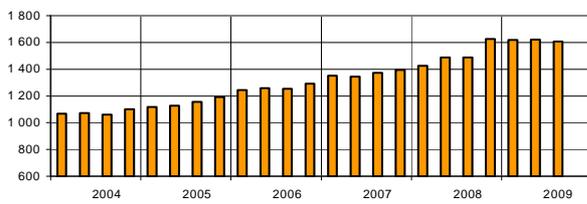
Répartition des risques par secteur au 30/09/2009



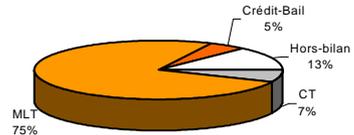
Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 3ème trimestre 2009



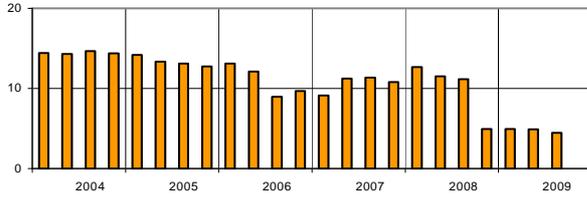
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



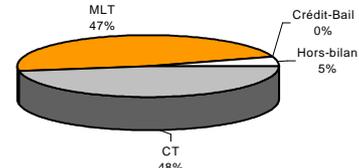
Structure en %



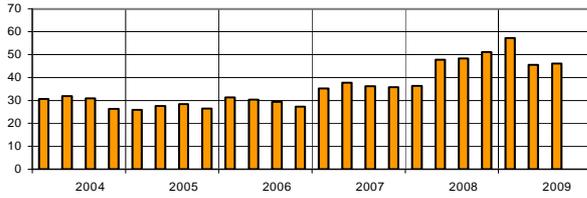
en millions d'€



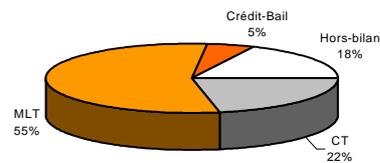
Structure en %



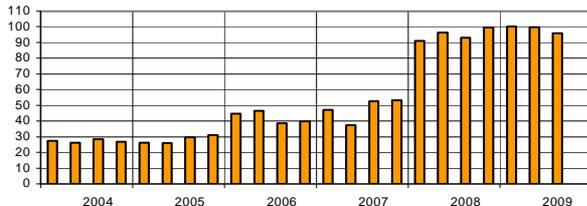
en millions d'€



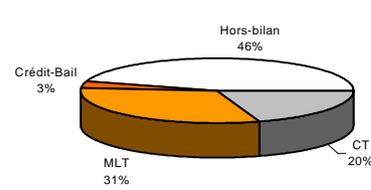
Structure en %



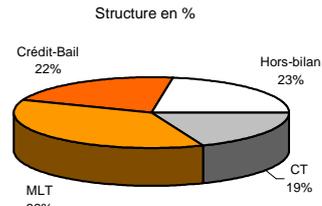
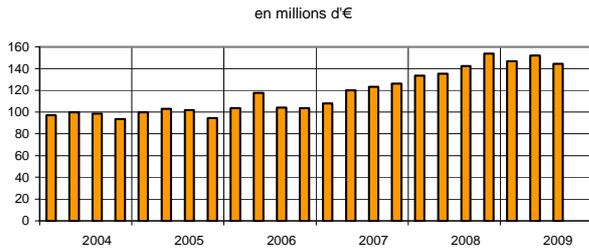
en millions d'€



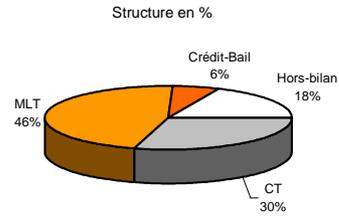
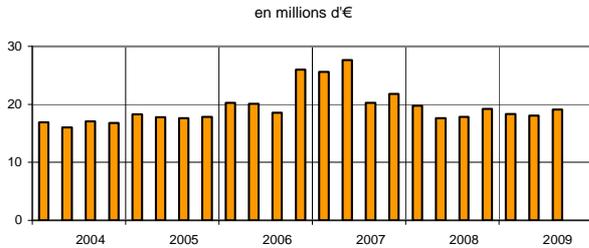
Structure en %



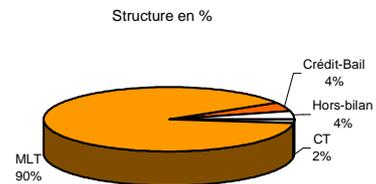
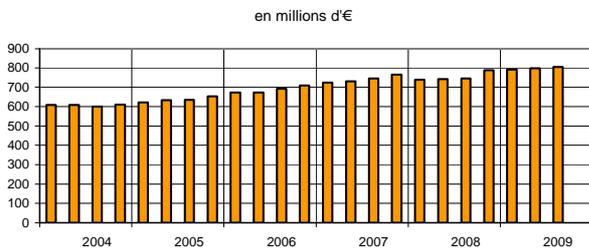
**Commerce**



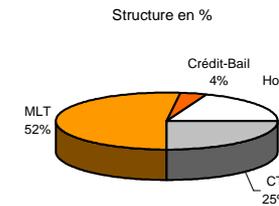
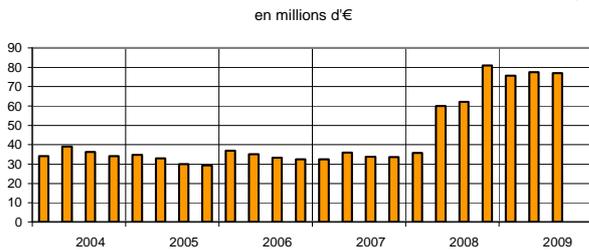
**Transport**



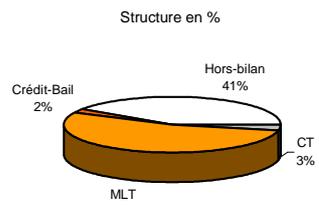
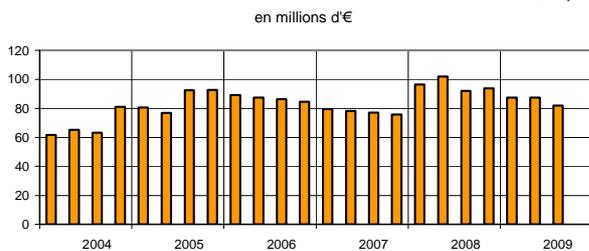
**Activités immobilières**



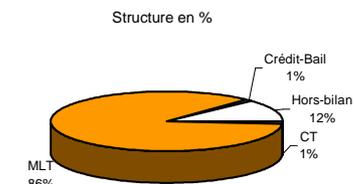
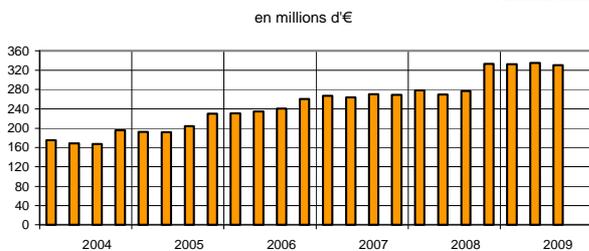
**Services (hors immobilier)**



**Santé, action sociale**



**Administrations publiques**



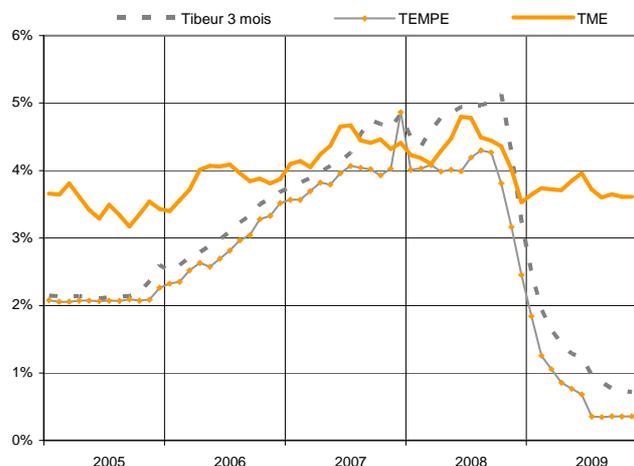
## 7- Rappel des taux

### 7-1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (13/05/09)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/09)	0,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/09)	1,75%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 09)		
Livret A et bleu	LDD	LEP
1,25%	1,25%	1,75%
PEL*	CEL*	
2,50%	0,75%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2009 (JO du 11/02/09)		3,79%
ANNEE 2008 (JO du 23/02/08)		3,99%

### 7-2 Principaux taux de marché



### 7-3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

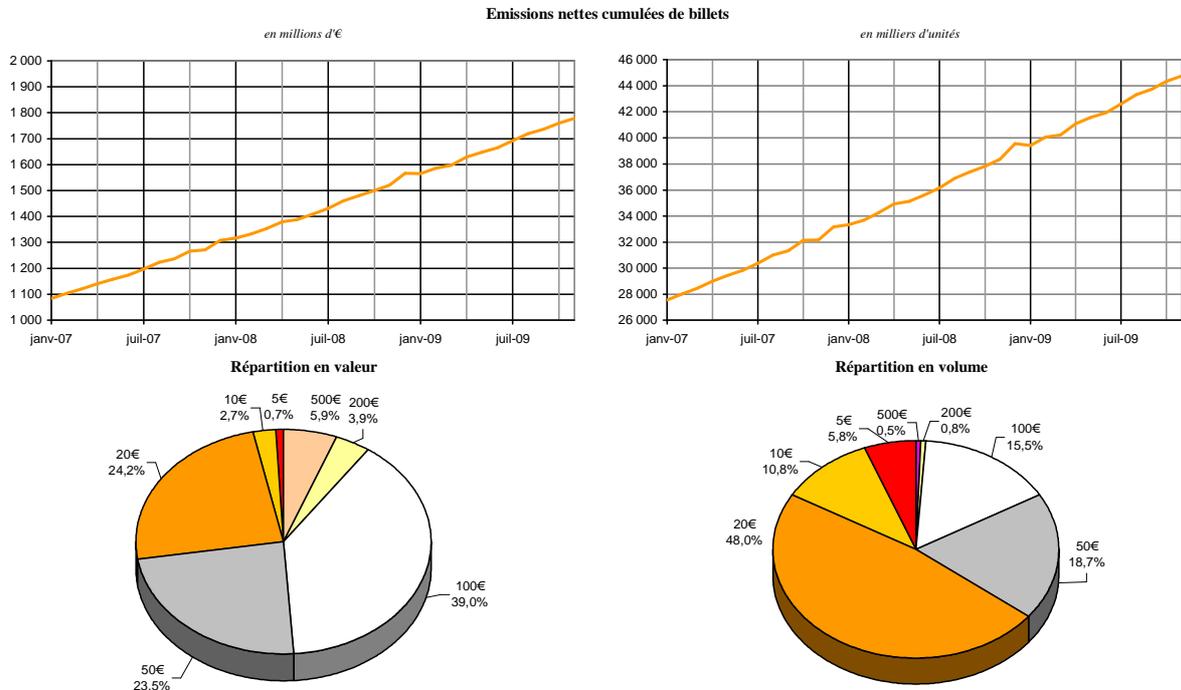
Catégorie	Plafonds de l'usure applicables sur la période						
	3T2008	4T2008	1T2009	2T2009	3T2009	4T2009	
PARTICULIERS	<u>Prêts immobiliers</u>						
	- Prêts à taux fixe	7,31%	7,36%	7,80%	7,83%	7,01%	6,72%
	- Prêts à taux variable	7,19%	7,46%	7,80%	7,93%	7,03%	6,12%
	- Prêts relais	7,24%	7,53%	7,72%	8,05%	7,03%	6,59%
	<u>Autres prêts</u>						
	- Prêts <=1524 € (*)	20,76%	21,09%	21,32%	21,36%	21,59%	21,40%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	20,51%	20,72%	21,11%	20,92%	20,63%	20,20%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	9,68%	9,77%	9,92%	10,04%	9,43%	9,20%	
ENTREPRISES	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament						
	- Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe						
	- Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable						
	- Découvert en compte (**)	14,25%	14,17%	14,55%	14,13%	13,45%	13,16%
- Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans							

(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

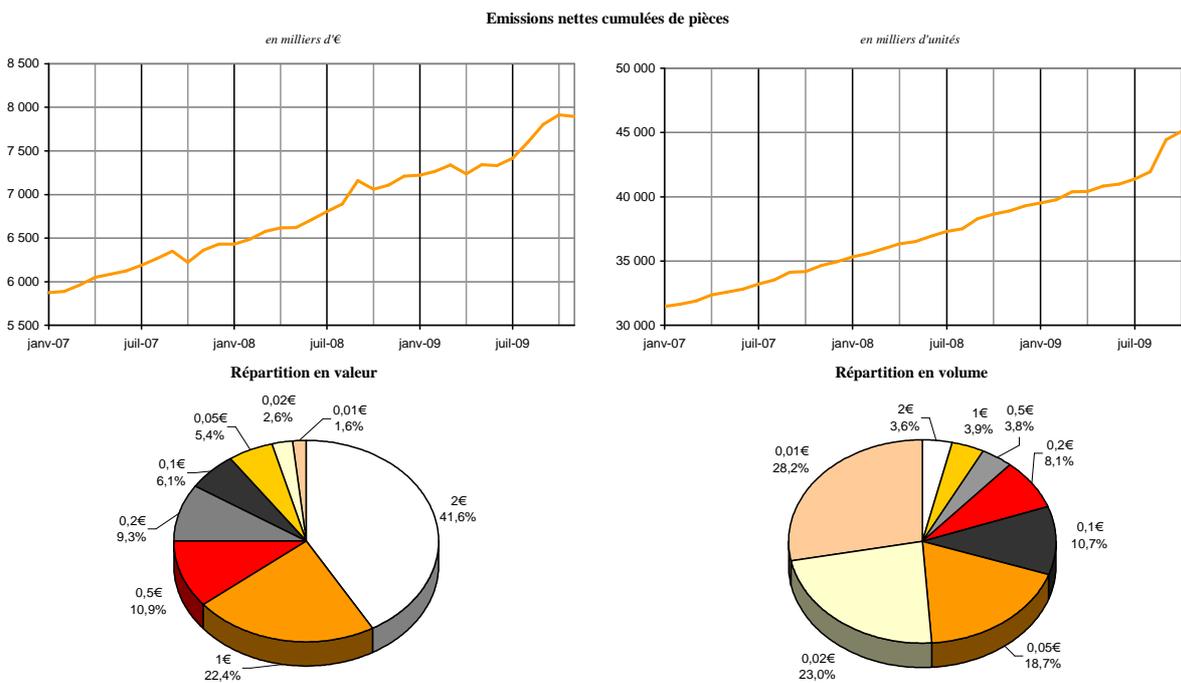
(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## 8- Monnaie fiduciaire

### 8-1 Emission mensuelle de billets euros



### 8-2 Emission mensuelle de pièces euros



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra BURIN - HO CAN SUNG

Sandie BOYER

Hervé KAHANE

Jean-Pierre DERANCOURT

**INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex**

**Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76**  
**Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : Y. BARROUX  
Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT  
Editeur : IEDOM  
Achévé d'imprimer le 8 janvier 2010  
Dépôt légal : 8 janvier 2010- n° ISSN : 0296-3116